



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

*Lyon, le*

**13 JAN. 2015**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA  
☎ : 04 72 61 37 35  
✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets entrants et sortants mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel en date du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du point 5 de l'article R 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er août 2000 modifié autorisant la société EU.REC ENVIRONNEMENT à exploiter une station de recyclage de pneumatiques usagés 140, route de Saint-Bonnet à SAINT-PIERRE DE CHANDIEU ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé le 17 septembre 2014 par la société EU REC ENVIRONNEMENT en vue d'augmenter le volume des activités sur le site de SAINT-PIERRE DE CHANDIEU et les courriers adressés à l'exploitant les 28 février et 29 septembre 2014 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 1<sup>er</sup> décembre 2014 conformément aux dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 1er décembre 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

... / ...

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-PIERRE DE CHANDIEU, 140 route de Saint-Bonnet de Mûre, a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- aucun fût de 200 litres d'émulseur adapté à l'incendie des pneumatiques n'est présent sur le site,
- aucun dispositif de diffusion du produit émulseur précité, adapté au réseau RIA existant, n'est en place sur le site,
- le registre des déchets entrants et sortants ne respecte pas les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé ;

CONSIDERANT, également, que dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation susvisé, il apparaît que l'exploitant n'a toujours pas transmis le montant des garanties financières conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 précité ;

CONSIDERANT donc que la société EU.REC ENVIRONNEMENT ne respecte pas, pour son établissement situé 140 route de Saint-Bonnet de Mûre à SAINT-PIERRE DE CHANDIEU, les dispositions du point 6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2000 modifié et précité ainsi que celles des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 et de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précités ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation des installations en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2000 modifié et précité, des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité et qu'il transmette le montant des garanties financières calculé conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société EU.REC ENVIRONNEMENT, 140, route de Saint-Bonnet à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des ses installations :

- dans un délai de **trois mois** :

- les dispositions du point 6.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2000 modifié et susvisé, en installant sur son site un dispositif de diffusion d'un produit émulseur adapté au réseau RIA,
- les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement,
- dans un délai de **15 jours**, les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité en transmettant le montant des garanties financières.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le **13 JAN. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
**Denis BRUEL**

